

## EDITORIAL

### Défense nationale, le prix de la liberté

Des griots de l'idéologie ultralibérale vantaient naguère les bienfaits d'une « mondialisation heureuse » qui devait apporter la paix, la prospérité et, même, le bonheur à l'humanité.

Aujourd'hui, nous voyons bien que la globalisation des marchés et des technologies de l'information et de la communication n'a pas conduit à ce village planétaire où tout le monde devait être bon et gentil. Assurément, le monde n'est pas plus serein que jadis. Rien n'a changé, la politique internationale reste ce qu'elle a toujours été : un rapport de force entre des puissances. Ce qui change c'est simplement les acteurs principaux, certains sont menacés d'effacement, d'autres montent en puissance. Voici donc les pays dits émergents qui revendiquent leur place à la table des grands. À cet égard, la lutte pour le contrôle des matières premières, en particuliers les réserves énergétiques, est très significative. La Chine, l'Inde, d'autres, sont prêts à tout pour nourrir leur développement tandis que les anciennes puissances – États-Unis en tête – tentent de préserver les positions acquises. Entre les deux, la Russie résiste contre les manœuvres états-uniennes visant à son endiguement, notamment au Caucase où l'enjeu pétrolier et gazier est considérable. Depuis Poutine, Moscou rend coup pour coup, nous en avons un exemple avec le soutien apporté aux régimes syrien et iranien.

Le tableau est d'autant plus sombre que des menaces nouvelles se précisent avec l'instrumentalisation de bandes terroristes et de mafias diverses et puissantes. On ne dira jamais assez combien les terroristes et les trafiquants de toute sorte ont été les principaux bénéficiaires de la mondialisation. L'idéologie du laisser-faire, laisser-passer aurait mérité d'être conçue par l'un des leurs !

Dans ce contexte, on comprend que les puissances actives, les anciennes (États-Unis, Russie) et les nouvelles (Chine, Inde), redoublent d'effort pour renforcer leurs outils de défense. Durant les dix dernières années de la prétendue « mondialisation heureuse », les dépenses militaires mondiales ont augmenté de plus de 50 %, dont 200 % pour la Chine et plus de 80 % pour les États-Unis. Les pays émergents ont un budget de la défense qui augmente à la même vitesse que leur PIB, soit de 5 % à 10 % par an. Il n'y a guère que les pays membre de la fantomatique union européenne pour continuer à penser que la mondialisation c'est la paix. En proie à une crise économique et sociale systémique, ces pays réduisent d'autant plus leurs budgets militaires ; la dernière priorité de certains États étant d'alimenter les caisses sans fond de prélèvements sociaux excessifs destinés à acheter une fragile paix sociale.

Pour ce qui concerne la France où la défense ne représente plus que 1,9 % du PIB – avec, de surcroît une réduction de plus de 7000 postes et une saignée de 6 milliards d'euros sur les crédits

d'équipement en 2012, la question devient préoccupante quand bien même l'admirable compétence et l'efficacité reconnue des personnels militaires permettent de maintenir une certaine crédibilité. Lors de son discours à la conférence des ambassadeurs, le 27 août, le Président de la République déclarait que la France « est une puissance mondiale, nous sommes un des rares pays qui dispose encore d'un très large éventail d'actions, doté d'une capacité nucléaire, un pays constamment impliqué dans la vie internationale par sa responsabilité de membre permanent du Conseil de sécurité ». Encore faut-il se donner les moyens d'assurer ce rang. La réduction des moyens matériels et des effectifs, les lacunes dans plusieurs secteurs (transport aérien, drones, cyberguerre, etc.) conduisent à une dégradation de l'effort de défense d'autant plus inquiétant que les menaces se précisent au sud de la Méditerranée, notamment au Sahel. Par ailleurs, si l'on veut bien considérer que face à une Allemagne qui manifeste de nouveau sa volonté de puissance grâce à son dynamisme économique, la France ne peut maintenir le nécessaire équilibre européen qu'au prix d'une diplomatie internationale active et du maintien de son rang dans les principales puissances militaires du monde, l'une n'allant pas sans l'autre. Ce n'est pas l'illusion d'une incertaine « défense européenne » qui constitue une solution, car cette idée n'est que le pendant de l'affreuse illusion que tout peut être obtenu sans effort national, défendu sans sacrifice et qu'on peut s'en remettre aux autres pour préserver sa survie. À cet égard, le projet de fusionner EADS et BAES est particulièrement regrettable dans la mesure où ce projet renforcera la mainmise de la finance anglo-saxonne sur une industrie vitale et réduira la part de la France, qui a considérablement développé l'aéronautique sur le continent, mais a déjà cédé la plus grande partie de son industrie dans le consortium EADS.

Le plus grand danger est de s'imaginer que son pays « n'a pas les moyens » car c'est la porte ouverte aux pires renoncements et aux compromissions les plus abjectes. C'est pourquoi, il est indispensable de cesser de faire de la défense la variable d'ajustement du budget et tout mettre en œuvre pour maintenir et consolider un effort militaire qui, du reste, a toujours été à la pointe de la recherche et un formidable créateur d'emplois directs et indirects. Plus que jamais, la défense nationale reste le prix de la liberté.

**Charles Saint-Prot**

*Directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques*

## ACTIVITÉS OEG

### SOMMET FRANCOPHONIE À KINSHASA (12 AU 14 OCTOBRE)



Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo, accueillera du 12 au 14 octobre 2012 le XIV<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie. La République démocratique du Congo (ex-Zaïre) est le 3<sup>e</sup> État africain par sa démographie (70 millions d'habitants) et le plus étendu d'Afrique subsaharienne (2 345 409 km<sup>2</sup>).

Les Chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie ([www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)) se réuniront autour du thème : « Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale ». L'Organisation internationale de la Francophonie regroupe 75 États et gouvernements (56 membres et 19 observateurs) représentant près de 900 millions d'habitants. Le Sommet se réunit tous les deux ans. Il est présidé par le chef d'État ou de gouvernement du pays hôte jusqu'au Sommet suivant. Il statue sur l'admission de nouveaux membres de plein droit, de membres associés et de membres observateurs à l'OIF. Le Sommet définit les orientations de la Francophonie. Il adopte toute résolution nécessaire au bon fonctionnement de la Francophonie et à la réalisation de ses objectifs.

Le président de la République française a annoncé qu'il se rendra au Sommet de la Francophonie, lors de la Conférence annuelle des ambassadeurs tenue à Paris, le 27 août. Il a déclaré « J'y réaffirmerai que la Francophonie, ce n'est pas simplement une langue en partage, c'est aussi une communauté de principes et d'idéaux, dont le rappel à chaque occasion est nécessaire ». Selon la ministre déléguée chargée de la Francophonie, Mme Benguigui, « les enjeux en matière de Francophonie sont considérables et touchent à la fois à la défense de la langue française là où elle est en déclin et à sa promotion partout ailleurs ». C'est, en effet, l'objectif fondamental de l'OIF qui ne doit pas disperser ses efforts – et ses trop maigres moyens – en tous sens au risque de devenir une sorte d'ONU-bis.

Dans un monde en restructuration, face à une globalisation qui n'est jamais que l'uniformisation de la planète, la Francophonie nourrit la grande ambition de participer au remodelage du paysage international. C'est dire s'il est nécessaire de lui donner un dynamisme nouveau, y compris pour ce qui concerne sa

dimension économique qui sera l'un des piliers du Sommet de Kinshasa. Cette dynamisation doit passer par une implication plus forte de la France, principale puissance de l'OIF et principal bailleur de fonds. La ministre déléguée chargée de la Francophonie, Mme Benguigui a déclaré lors de la conférence des ambassadeurs à Paris, que le gouvernement élaborait un « plan stratégique pour la Francophonie qui s'inscrit dans le plan de relance souhaité par le président de la République ». Il faut souhaiter que cela ne reste pas un vœu pieux et que le gouvernement français s'investisse enfin sérieusement dans cette construction francophone qui, en coopérant avec d'autres ensembles culturels ou linguistiques, pourrait permettre de construire un monde plus respectueux des diversités et mieux équilibré.

**Zeina el Tibi**

*Présidente déléguée de l'Observatoire d'études géopolitiques*

## GÉOPOLITIQUE ET LANGUE FRANÇAISE

Lors de la conférence des ambassadeurs, le 27 août, M. François Hollande a déclaré « Lorsque j'évoque notre identité, lorsque je parle de nos valeurs, de notre place dans le monde, de notre attachement au droit, je n'oublie pas aussi l'atout de notre langue et de notre culture. La langue, c'est une manière de penser et aussi d'agir. C'est une bataille pour la pluralité et la diversité... Je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, dans votre action quotidienne, de ne jamais oublier que la promotion de la langue, de la création française, c'est l'affirmation d'une vision du monde qui fait place à toutes les cultures ». Il faut espérer que ces propos seront suivis d'effets. Il est indispensable que non seulement les fonctionnaires français, civils ou militaires, veillent à s'exprimer dans leur langue mais encore que le gouvernement français exige le respect du multilinguisme dans les organisations internationales et régionales, notamment au sein des institutions européennes ou d'organismes comme l'Union pour la Méditerranée dont le site internet et la communication se font uniquement en anglais, qui n'est pourtant pas une langue de la Méditerranée. L'influence d'une nation passe par la préservation de sa langue.

## RETOUR DES SOUVERAINISTES AU QUÉBEC



La victoire du Parti Québécois aux élections législatives anticipées qui ont eu lieu au Québec, le 4 septembre 2012, marque le retour des indépendantistes au gouvernement. Certes, le résultat peut sembler étonné en raison du fait que le scrutin majoritaire à un tour ne permet pas de dégager une majorité large lorsqu'on dépasse le cadre du bipartisme dominant. Mais le résultat est là, le parti libéral – pro-fédéraliste canadien – qui rassemble notamment la quasi-totalité des votes anglophones du pays a été battu (31 %) et les dissidents du Parti québécois, souverainiste, ceux de droite (Coalition avenir Québec, 27 %), et de gauche (Québec solidaire, 6 %) n'ont pas réalisé la percée escomptée. C'est donc le Parti québécois, représentant historique de la cause du Québec libre, qui revient aux affaires. Son chef, Mme Pauline Marois qui a pris les fonctions de Premier ministre, sera donc la première femme à occuper ce poste. Lors de son discours de victoire à la salle du Métropolis, marqué par l'attentat criminel d'un extrémiste anglophone, elle a déclaré « En tant que nation, nous voulons prendre nous-mêmes nos décisions qui nous concernent... On veut un pays et nous l'aurons ».

Pour l'heure, Mme Marois devra rassurer la jeunesse qui a manifesté durant plusieurs semaines contre la mesure de l'ancienne équipe libérale visant à augmenter considérablement les droits d'inscription en faculté et le peuple québécois qui est majoritairement attaché aux acquis sociaux et au rôle protecteur de l'État, contrairement au Canada anglais davantage acquis à l'ultralibéralisme. Pour le reste, c'est-à-dire, l'indépendance, Pauline Marois est une souverainiste convaincue mais, dans le contexte actuel, elle devrait se garder de préciser l'échéance d'une nouvelle lutte en vue d'un référendum. Dans l'immédiat, le gouvernement péquiste, qui n'a qu'une majorité relative (54 députés sur 125), continuera à défendre, d'une part, la langue française en s'employant à resserrer les dispositions de la Loi 101 suite aux nombreuses décisions de la Cour suprême canadienne qui en ont cherché à restreindre sa portée, et, d'autre part, l'identité de la nation québécoise et son autonomie face aux empiétements de l'État canadien anglais, voire à la haine anti-francophones telle qu'a pu l'exprimer l'auteur de l'attentat du Métropolis ou toutes sortes de sites et de médias anglophones qui, comme par exemple site Park Avenue Gazette, appellent à « pendre » Mme Marois et à « exterminer les francophones de Montréal ». On voit mal d'ailleurs pourquoi les anglophones s'acharnent à vouloir conserver au sein de ce qui n'a jamais été une nation, un peuple qu'ils détestent autant...

### Quelques sites québécois :

Revue l'Action nationale : [www.action-nationale.qc.ca](http://www.action-nationale.qc.ca)  
Parti québécois : [www.pq.org](http://www.pq.org)  
Portail indépendantiste Vigile : [www.vigile.net](http://www.vigile.net)  
Quotidien Le devoir : [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## UN CANDIDAT ARABO-MUSULMAN CANDIDAT À LA DIRECTION DE L'UNESCO

La République de Djibouti a fait savoir, le 12 septembre 2012, qu'elle a décidé de présenter la candidature de son ambassadeur en France et délégué permanent auprès de l'Unesco, Rachad Farah, au poste de directeur général de l'Unesco qui sera désigné fin 2013. M. Farah est le second candidat déclaré à la direction de l'agence de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture après la directrice générale actuelle, la Bulgare Irina Bokova, qui postule à un second mandat.

Décrivant en Rachad Farah, 62 ans, « un candidat ouvert au dialogue et prêt à servir les idéaux de l'Unesco », la République de Djibouti met en avant son « expérience diplomatique de trois décennies au service de Djibouti », de 1977 à 1989 au ministère djiboutien des Affaires étrangères, puis au Japon où il a été ambassadeur de 1989 à 2004, couvrant également l'Inde et la Chine notamment, et depuis 2004 en Europe.

Ambassadeur en résidence à Paris depuis 2004, Rachad Farah représente également son pays auprès de l'Italie, du Royaume-Uni, du Portugal, de l'Espagne, de la Russie, de l'Islande, de Monaco, de la Tunisie et de l'Algérie.

À l'Unesco, il a été élu en 2012 vice-président du groupe africain au Conseil exécutif. L'ambassadeur Farah, qui est bien connu dans de nombreux pays occidentaux, notamment la France, et au Japon, se présente comme le candidat de l'Afrique, du monde arabe, du monde musulman, et du dialogue des civilisations.

Le nouveau directeur général de l'Unesco sera désigné par la Conférence générale de l'organisation, prévue en novembre 2013, sur les recommandations du Conseil exécutif. La date de clôture des candidatures sera fixée lors du prochain Conseil exécutif qui se tient du 3 au 18 octobre prochains.



L'ambassadeur Rachad Farah  
candidat à la direction générale de l'UNESCO

## RENCONTRE AVEC LE DG DE L'ISESCO



Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'Études géopolitiques (OEG) à Paris, et Mme Zeina el Tibi, présidente déléguée, ont effectué le 31 juillet 2012, une visite au siège de l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) à Rabat (Royaume du Maroc), où ils ont été reçus par le Directeur général, Dr Abdulaziz Othman Altawjri. Au cours de cette entrevue, les deux parties ont examiné les perspectives de coopération entre l'ISESCO et l'OEG ainsi que les activités communes programmées pour 2013.

[www.isesco.org.ma](http://www.isesco.org.ma)

## LES LIVRES

*La finance islamique et la crise de l'économie contemporaine* (OEG-Karthala, 2012) sous la direction de Charles Saint-Prot et Thierry Rambaud

Cet ouvrage (parution en novembre 2012) réunit les contributions présentées en langue française lors d'un colloque organisé par le Centre émirati des études et recherches stratégiques (ECSSR) d'Abou Dhabi et l'Observatoire d'études géopolitiques, le 17 janvier 2012, sur le thème « La finance islamique et la crise de l'économie contemporaine ». Textes de Charles Saint-Prot (La finance islamique, un système pertinent pour un monde en crise); Abdel-Maoula Chaar (Finance islamique et responsabilité sociale); Bernard Fevry (Interaction de la finance islamique et de la finance conventionnelle. Capacité à répondre aux crises financières); Henri-Louis Védie (La finance islamique : une réponse à la crise financière et à ses défis?); Michel Ruimy (Finance islamique. Propos sur la demande en dehors des terres d'Islam); Thierry Rambaud (La réception des mécanismes financiers islamiques en France). Un ouvrage en arabe réunissant toutes les interventions est publié simultanément par l'ECSSR d'Abou Dhabi ([www.ecssr.ac.ae](http://www.ecssr.ac.ae))

*Conflictualités et politiques de sécurité et de défense en Afrique* (Paris, L'Harmattan, 2012)

Sous la direction de Pierre Pascallon et P. Chaigneau

Le continent africain ne cesse d'être aux prises avec l'instabilité, les divisions et les conflits. Cet ouvrage qui constitue les actes du colloque organisé le 20 juin 2011 à la Faculté de Droit de l'Université Pierre Descartes avec le concours des meilleures spécialistes de ces questions, s'attache à dresser un constat global actuel et précis de la conflictualité en Afrique et à scruter l'évolution des politiques de sécurité et de défense sur ce continent depuis les indépendances.

### À paraître :

*Libertés fondamentales* par Frédéric Rouvillois, Paris, Flammarion-Champ université, novembre 2012

*L'Islam et la femme* par Zeina el Tibi, aux éditions Desclée de Brouwer, début 2013.

*Le mouvement national arabe. Emergence et maturation du nationalisme arabe de la Nahda au Baas* par Charles Saint-Prot, aux éditions Ellipses, début 2013



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à **Paris**, un bureau à **Beyrouth** pour le Proche-Orient et des correspondants sur les cinq continents.

**Directeur** : Charles Saint-Prot

**Présidente déléguée** : Zeina el Tibi

**Conseil scientifique** :

Professeur Christophe Boutin  
*professeur agrégé des universités*

Professeur Jean-Yves de Cara  
*professeur à la Faculté de droit Paris Descartes*

Doyen Michel de Guillenchmidt  
*professeur à la Faculté de droit Paris Descartes*

Dr François-Bernard Huyghe  
*docteur en science politique (hdr),  
enseignant à l'École de guerre économique*

Professeur Edmond Jouve  
*professeur émérite des Universités*

Professeur Pierre Pascallon  
*professeur agrégé des Universités  
à l'université de Clermont-Ferrand*

Doyen Jean-François Poli  
*Université de Corse*

Professeur Thierry Rambaud  
*professeur agrégé des universités*

Professeur Frédéric Rouvillois  
*professeur agrégé de droit public,  
à la Faculté de droit Paris Descartes*

Professeur Henri Védie  
*économiste, Groupe HEC*

### Siège de l'OEG

14 avenue d'Eylau  
75016 Paris

T. +33 (0)1 77 72 64 27 et 28

F. : +33 (0)1 77 72 64 29

[etudesgeo@yahoo.com](mailto:etudesgeo@yahoo.com)

[www.etudes-geopolitiques.com](http://www.etudes-geopolitiques.com)

Secrétariat :

du lundi au vendredi de 9h30 à 18 h

### Bulletin de l'OEG

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187